

Questions orales

LE HARCÈLEMENT DES EMPLOYÉS

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Je félicite les députés d'en face, ils sont d'habiles manoeuvriers.

Ma question supplémentaire. . .

Des voix: Oh, oh!

Mme Guarnieri: . . . hier, le ministre. . .

M. le Président: Je sais que le bagage littéraire des députés est impressionnant mais. . .

Des voix: Bravo!

M. le Président: . . . la députée pourrait peut-être finir sa question.

Mme Guarnieri: Je retire ce que j'ai dit, ils ne sont pas habiles.

Des voix: Bravo!

Mme Guarnieri: Voici ma question supplémentaire, monsieur le Président. Hier, le ministre responsable de Postes Canada disait qu'il y avait une enquête au centre principal d'acheminement postal et il a refusé de s'engager à protéger les travailleurs qui viendraient témoigner aux audiences du groupe de travail.

Des témoins se sont déjà plaints de manoeuvres d'intimidation en raison de leur rôle aux audiences. Le gouvernement est-il prêt à déclarer qu'il ne tolérera pas ce harcèlement et à garantir que le ministre interviendra personnellement au nom des victimes?

Des voix: Bravo!

L'hon. William C. Winegard (ministre d'État (Sciences et Technologie)): Monsieur le Président, puis-je dire que si j'avais été averti de la question j'aurais été heureux de fournir une réponse. Je n'ai pas été prévenu.

Une voix: Envoyez la réponse par le courrier.

M. le Président: Le député de Nickel Belt.

Une voix: On vous enverra un avis écrit demain.

M. le Président: Je suis sûr que les députés voudront bien montrer suffisamment de courtoisie pour entendre le député de Nickel Belt.

LE BUDGET

LA CONNAISSANCE QU'AVAIT LE GOUVERNEMENT DE LA DEUXIÈME FUITE

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, je veux reparler de ce qui ressemble à une scène sortie d'un roman d'Orwell, l'affaire de la fuite budgétaire.

Ma question s'adresse au vice-premier ministre. Je tiens à lui dire, Monsieur le Président, que nous n'avons pas vu pareil comportement de la part du gouvernement depuis l'affaire Sinclair Stevens. . .

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Je demande au député de poser sa question.

M. Rodriguez: Je veux poser la question suivante au vice-premier ministre. Je voudrais savoir si le gouvernement était au courant que d'autres fuites avaient eu lieu avant celle dont le réseau Global a parlé quand le ministre des Finances est intervenu à la Chambre, à 17 h 40 le 27 avril 1989, pour prononcer son exposé budgétaire?

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. Pierre Blais (solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, je pense que la réponse a déjà été donnée au préalable et je suis même un peu surpris de savoir qu'il puisse se rappeler le moment où cela a été fait parce que je pense qu'il n'y a aucun député de son parti qui a daigné rester à la Chambre pour l'écouter à ce moment-là.

Monsieur le Président, je pense que nous avons à ce moment-là agi de façon responsable et que nous devons laisser la GRC, qui enquête depuis lors sur cet événement, faire son travail.

[Traduction]

LE REFUS DU MINISTRE DE RÉPONDRE À UNE QUESTION

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, les Canadiens savent maintenant que le ministre refuse de répondre à une question directe et simple.

Des voix: Bravo!

M. Rodriguez: Mais je vais lui donner encore une chance de jouer franc jeu avec les Canadiens.

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: D'après les documents datant du moment où l'exposé budgétaire a été lu à la Chambre, le gouvernement savait-il qu'il y avait eu une autre fuite? Oui ou non?